



Secrétariat
d'État

Secretary
of State

Programme national de soutien aux études canadiennes

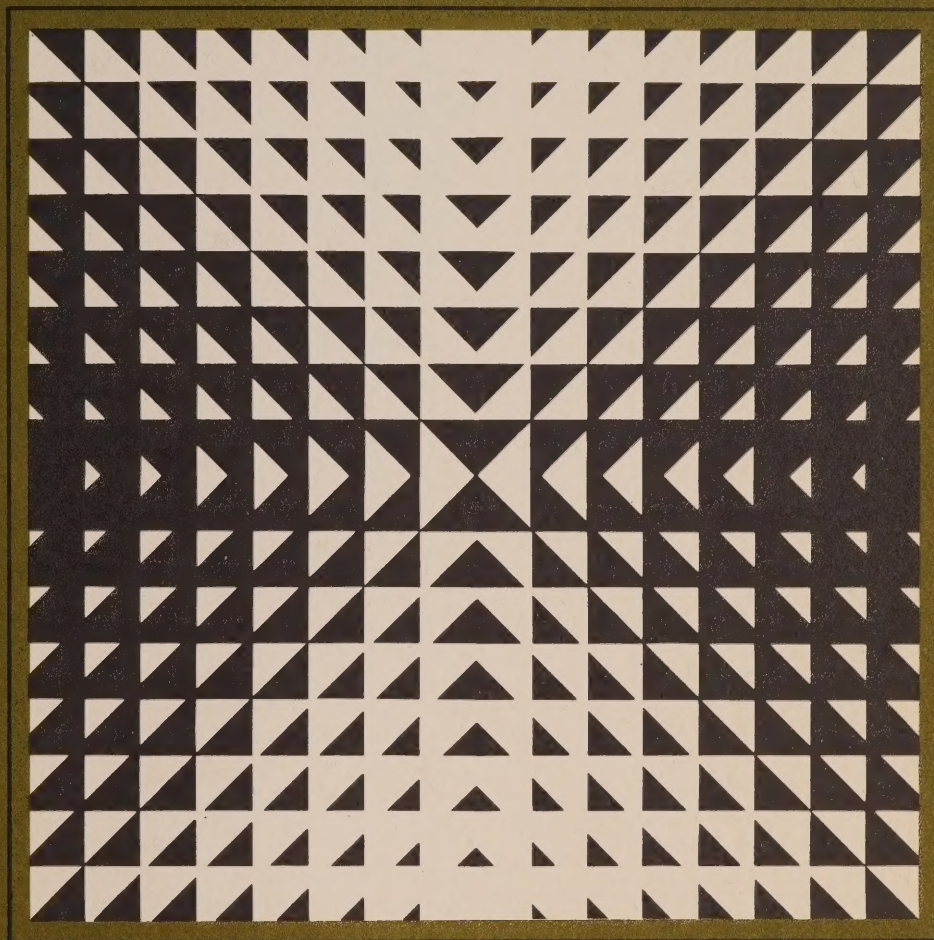
Guide pour 1981-1984

CAI
SS
-81N16

3 1761 11709705 5



Canada





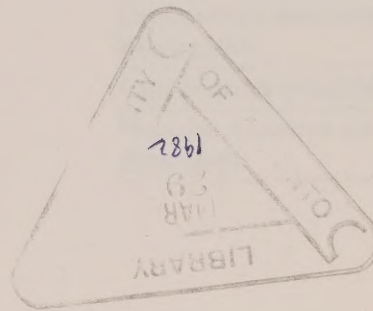
Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761117097055>

Programme national de soutien aux études canadiennes

Guide pour 1981-1984

CAI
SS
-81N16



décembre 1981

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1982

N° de cat. S 2-101/1981

ISBN 0-662-51795-4

Table des matières

Introduction	2
Définition des études canadiennes	3
Objectif du Ministère	4
Objectifs du Programme national de soutien aux études canadiennes	5
Stratégie globale du Secrétariat d'État	6
Évaluation des propositions d'aide financière	7
Conditions attachées aux contributions	8
Marche à suivre pour présenter une demande	9

Introduction

En juillet 1981, le gouvernement fédéral a autorisé des dépenses totalisant 3 800 000 \$ s'étalant sur une période de trois ans, pour instaurer un programme national de soutien aux études canadiennes. Une telle décision de la part du gouvernement fédéral revêt une importance considérable que le secrétaire d'État, l'honorable Gerald Regan, a bien su faire ressortir lorsqu'il l'a annoncée à la presse. Il a déclaré ce qui suit.

Le montant des fonds approuvés est beaucoup plus élevé que la somme initiale (1 600 000 \$) accordée pour les trois années sur lesquelles s'étalait le projet pilote approuvé en 1978. Je suis convaincu de la nécessité de mieux nous connaître nous-mêmes, ainsi que notre histoire et nos réalisations, et de reconnaître davantage nos possibilités en tant que nation. Il est impossible d'aborder efficacement les grandes questions qui nous préoccupent actuellement, si nous ne possédons pas une solide connaissance de nous-mêmes au départ.

Le nouveau programme visera tout particulièrement à poursuivre les efforts entrepris au profit de l'éducation permanente et à rapprocher les deux grands groupes linguistiques. En outre, le nouveau programme prévoit une coordination accrue des activités du gouvernement fédéral dans le domaine des études canadiennes, dans l'espoir de renforcer les programmes fédéraux actuels.

Je me réjouis des progrès réalisés au cours de ces dernières années, mais il reste encore beaucoup à faire. Les doutes ressentis en 1975 lorsque le professeur Thomas Symons a publié son

Définition des études canadiennes

étude globale intitulée *Se connaître* n'ont certes pas tous disparu, mais ils se sont considérablement atténués. * Si 27 universités canadiennes offrent maintenant des cours complets sur les études canadiennes, c'est parce que les chercheurs, les enseignants et les étudiants ont reconnu le bien-fondé et le mérite des études canadiennes, ce qui n'était pas le cas au début des années 1970.

Pendant la durée de trois ans du projet pilote, le Secrétariat d'État a fourni une aide financière à trois organismes bénévoles d'envergure nationale, dont le principal objectif consistait à mieux faire connaître le Canada. Ces organismes, oeuvrant respectivement aux échelons primaire et secondaire, universitaire et communautaire, sont les suivants : la Fondation d'études du Canada, l'Association pour les études canadiennes et l'Association des collèges communautaires du Canada. Le Ministère reconnaît sans réserve la contribution de chaque organisme aux études canadiennes, et continuera à les aider le plus possible financièrement.

Le montant accru des fonds octroyés pour la période allant de 1981 à 1984 permettra au Secrétariat d'État d'aider d'autres organismes ou des particuliers, dans l'espoir de renforcer le domaine des études canadiennes et d'assurer une meilleure coordination de ses activités connexes.

Les études canadiennes ont été définies de diverses façons. Pour la Commission sur les études canadiennes, qui s'intéresse principalement au rôle des établissements postsecondaires, ce genre d'études consiste à enseigner la culture canadienne, les conditions sociales qui prévalent au pays, sa situation géographique ou son rang dans le monde, et à effectuer des recherches pertinentes, afin de mieux faire connaître le Canada. Sous l'angle du programme national de soutien aux études canadiennes, la définition est fondée sur les quatre éléments déterminés dans *Teaching Canada for the 80's* par A. B. Hodgetts et Paul Gallagher, de la Fondation d'études du Canada. * Les études canadiennes consistent à enseigner, à effectuer des recherches, à mettre au point des documents, à organiser des échanges et à mener toute autre activité destinée à mieux faire connaître le Canada, plus précisément sont les quatre aspects suivants :

- le milieu (écologique, social et culturel);
- le régime politique;
- le système économique;
- les questions nationales d'intérêt public qui revêtent une grande importance à un moment donné de l'histoire du Canada, comme le Nord canadien, l'énergie, la constitution et l'unité nationale.

Une telle perspective vise à diversifier les activités menées en rapport avec les études canadiennes et à aborder des questions qui revêtent actuellement une importance et un intérêt particuliers pour les Canadiens.

En vertu d'une telle définition, les activités peuvent consister à organiser un forum national à l'intention des étudiants, pour les amener à discuter de la situation économique du pays, à inciter les

* Symons, T.H.P. (1975), *Connaître le Canada: rapport de la Commission sur les études canadiennes*, Ottawa: Association des universités et collèges du Canada, vol. I et II, 348 pages.

* Hodgetts, A.B. et Gallagher, P. (1978), *Teaching Canada for the 80's*, Toronto: O.I.S.E. Press, 135 pages.

Objectif du Ministère

associations provinciales d'étudiants à accroître graduellement la place réservée aux études canadiennes dans les programmes d'études des écoles primaires et secondaires, à préparer une histoire sur le système canadien de soins infirmiers dans le Nord, ou à organiser un jeu radiophonique ou télévisé sur les scientifiques canadiens et leurs réalisations.

La Fondation d'études du Canada a reconnu de nombreux domaines d'intérêt en rapport avec chacun de ces quatre éléments. Aussi la classification établie vise-t-elle à montrer la voie à emprunter et n'a rien de restrictif.

Prises au sens le plus large qui soit, les études canadiennes visent à renforcer les connaissances sur le pays, connaissances qui sont encore étonnamment faibles pour de nombreuses personnes, alors qu'il y a déjà plusieurs années que nous avons amorcé notre deuxième siècle en tant que pays à régime fédéral.

L'un des principaux objectifs du Ministère consiste à renforcer la diversité culturelle tout en accroissant l'unité nationale. Le programme national de soutien aux études canadiennes constitue un élément majeur de cet objectif et, par suite, il traduit la priorité que le Ministère accorde au développement social, en d'autres mots, au renforcement de l'unité nationale et du sentiment d'appartenance au Canada.

Objectifs du Programme national de soutien aux études canadiennes

1. *Encourager l'acquisition de nouvelles connaissances, et l'agencement ordonné des documents existants dans une perspective pancanadienne en insistant sur les quatre éléments déjà mentionnés, à savoir:*
 - le milieu (écologique, social et culturel);
 - le régime politique;
 - le système économique;
 - les questions nationales d'intérêt public qui revêtent une importance particulière à un moment donné de l'histoire du pays, comme le Nord canadien, l'énergie, la constitution et l'unité nationale.
2. *Accroître les possibilités en matière d'enseignement, de recherche, d'études et d'apprentissage au sujet du Canada et, pour ce faire, organiser des activités compatibles avec les divers modes d'apprentissage et imaginer un système de récompenses. Parmi les activités possibles, mentionnons l'engagement sous contrat de spécialistes, la prestation de conseils à des organismes et particuliers sur la façon d'initier les adultes aux études canadiennes, le lancement d'un nouveau programme similaire à l'émission "People Talking Back".*

Stratégie globale du Secrétariat d'État

3. *Recueillir des données sur le Canada, échanger de l'information et en faciliter l'accès et la compréhension par le public, à l'aide de moyens éveillant sa motivation et en informant les Canadiens, sans égard à leurs culture, conditions économiques, milieu social, niveau d'instruction et lieu de résidence; aider des particuliers et des organismes, y compris ceux du secteur privé, à faire connaître le Canada aux Canadiens (c'est-à-dire à exploiter au maximum ce qui existe déjà).*

Il est à noter que, dans le cadre du programme global du Ministère en rapport avec les études canadiennes, on accordera au troisième objectif une plus grande importance qu'aux deux premiers.

Pour atteindre les objectifs exposés précédemment, le Ministère empruntera les trois voies principales suivantes:

1. le système d'éducation, c'est-à-dire tous les établissements dont la fonction première est d'enseigner; les activités entreprises dans ce domaine le sont par le truchement des organismes bénévoles nationaux;
2. le réseau établi en fait d'éducation permanente, c'est-à-dire les établissements ou les activités qui ne ressortissent pas au système d'éducation officiel, mais qui en constituent une extension (médias, bibliothèques, musées, archives et programmes d'enseignement pour adultes);
3. les programmes fédéraux actuels ou futurs qui permettent d'aborder les études canadiennes d'une façon plus globale.

Évaluation des propositions d'aide financière

L'aide financière est offerte sous forme de contributions et non de subventions.

Lorsqu'il évaluera les propositions d'aide, le Ministère attribuera la priorité aux propositions:

1. qui sont en rapport direct avec un ou plusieurs des trois objectifs du Programme;
2. qui promettent de favoriser grandement l'avancement des études canadiennes et de donner lieu à des résultats mesurables;
3. qui facilitent l'établissement de liens entre les deux groupes linguistiques officiels et le renforcement des relations déjà existantes et qui accroissent la participation des francophones dans le domaine des études canadiennes;
4. qui sont axées sur une perspective nationale ou pancanadienne;
5. qui présentent un aspect interrégional et interculturel important.

Conditions attachées aux contributions

Les conditions qui suivent s'appliqueront à chaque proposition financée dans le cadre du Programme national de soutien aux études canadiennes.

À cette fin, **la proposition doit:**

- a) énoncer clairement les buts et les objectifs de l'activité ou des activités proposées et préciser les rapports qui existent entre eux et les objectifs de l'organisme d'une part, et ceux du Programme national de soutien aux études canadiennes, d'autre part;
- b) décrire en détail l'activité ou les activités à financer, préciser les coûts prévus et indiquer le calendrier des travaux;
- c) contenir une liste des sources d'aide financière auxquelles l'organisme s'est adressé et indiquer les résultats obtenus;
- d) indiquer comment l'organisme propose d'évaluer la mesure dans laquelle les objectifs et buts de l'activité seront atteints.

Le projet ou l'activité proposée ne peut faire l'objet de subvention d'aucune autre source du gouvernement fédéral.

Le requérant doit:

- e) accepter de présenter un rapport provisoire et un rapport final sous une forme acceptable par le Ministère;
- f) déclarer que le requérant a été investi des pouvoirs pertinents pour faire des démarches au nom de l'organisme, en vue d'obtenir une aide financière;

Marche à suivre pour présenter une demande

- g) accepter de reconnaître publiquement, d'une façon satisfaisant tous les intéressés, l'aide financière accordée par le Secrétariat d'État;
- h) accepter de respecter l'esprit de la Loi sur les langues officielles, d'en appliquer les dispositions et de viser à en atteindre les objectifs, chaque fois que ses projets ou activités consistent à fournir des services au public et, à cette fin, faire appel à un grand nombre de personnes des deux groupes linguistiques. Une telle exigence ne serait pas imposée si elle amenait le requérant à aller à l'encontre de la législation provinciale;
- i) accepter de respecter l'esprit et les dispositions de la législation fédérale sur les droits de la personne et de l'appliquer;
- j) accepter d'aider, au besoin, le Ministère à évaluer son programme;
- k) convenir, par écrit, de fournir tout renseignement additionnel que le Secrétariat d'État juge nécessaire pour établir la proposition de financement et garantir un maximum de résultats;
- l) reconnaître le droit du Ministre de vérifier les comptes et les dossiers du bénéficiaire pour s'assurer que les crédits versés sont employés aux fins auxquelles ils sont destinés.

Il n'existe aucun formulaire de demande type pour présenter des propositions au Secrétariat d'État, en vertu du Programme national de soutien aux études canadiennes. Les organismes ou particuliers désireux de présenter une telle demande doivent rédiger un aperçu aussi complet que possible des activités proposées, y compris une description du projet (objectifs, échéancier et budget) et un plan d'évaluation des activités et de leurs répercussions. Ils remettront le tout à la Direction générale des programmes d'aide à l'éducation du Secrétariat d'État, à Ottawa, K1A 0M5, le plus longtemps possible avant la date prévue pour le début des activités.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez écrire à l'adresse précitée ou téléphoner au (819) 994-1544.

- h) agree to respect and apply the spirit of the federal Official Languages Act and to work towards its objectives whenever its projects or activities result in direct service to the general public involving significant numbers of people from both official language groups. This requirement is waived in cases where compliance would place the applicant in a position of conflict with provincial legislation in a position of respect and apply the spirit and provisions of existing federal Human Rights legislation
- i) agree to assist, as requested, with the department's evaluation of its program
- k) agree, in writing, to provide any supplementary information considered necessary by the Department of the Secretary of State to complete the proposal for funding and to guarantee maximum outcome
- l) recognize the right of the minister to audit the accounts and records of the recipient to ensure that funds provided were asked for the purpose intended.

There is no standard application form for presenting proposals to the Department of the Secretary of State within the framework of the National Program of Support for Canadian Studies. Organizations or individuals wishing to do so should prepare as complete an overview as possible of the project, its objectives, timetable of activities, budget and a plan for the subsequent assessment of the activities and their impact, and submit it to the Department of the Secretary of State, Education Support Programs Branch, Ottawa K1A 0M5, allowing the greatest amount of lead time possible.

Further information may be obtained by writing to the above address or by calling the Education Support Programs Branch at (819) 994-1544.

Terms and Conditions of Contributions

The following terms and conditions will apply to each proposal funded within the framework of the National Program of Support for Canadian Studies.

The proposal must:

- a) clearly state the objectives and goals of the proposed activity/activities and indicate how these are consistent with the organization's own objectives as well as with the objectives of the National Program of Support for Canadian Studies
- b) describe fully the activity/activities to be funded, including costs and timetable
- c) provide a list of sources from which financial assistance has been sought, and the results obtained
- d) indicate how it is proposed to measure the degree to which the objective and/or goals of the activity will be met.

Projects or activities must not be admissible for funding by any other federal department or agency.

The applicant must:

- e) agree to submit a progress report and final report in a form acceptable to the department
- f) declare that suitable authority has been bestowed upon the applicant to seek financial assistance on behalf of the organization's membership
- g) agree to acknowledge publicly, in a mutually acceptable form, the financial assistance of the Department of the Secretary of State

Assessment of Proposals for Financial Assistance

- Financial assistance is in the form of contributions rather than grants. In assessing proposals for financial assistance, the department will give highest priority to:
1. proposals which are directly in line with one or more of the three stated objectives of the program as outlined above
 2. proposals which show strong promise of having significant and measurable impact on the advancement of Canadian Studies
 3. proposals which accentuate the development and strengthening of linkages between the two official language groups and which further the participation of Francophones in the field of Canadian Studies
 4. proposals for activities oriented toward the development of Canadian Studies in a national or pan-Canadian perspective
 5. proposals having a strong interregional and inter-cultural dimension.

Overall Strategy of the Department of the Secretary of State

To achieve the objectives stated above, the department will be working through three major channels:

1. the formal education system—
that is, all those establishments which have
teaching as their prime function; activities in this
area are undertaken through national voluntary
organizations
2. the continuing education stream—
that is, institutions or activities which lie outside the
formal education system but which serve to extend
formal education (e.g. the media, libraries,
museums, archives, adult education programs)
3. current or future programs within the federal
government which are pertinent to, and can
contribute to, a more comprehensive approach to
Canadian Studies.

Objectives of National Program of Support for Canadian Studies

The objectives of the program are to:

1. *Encourage the development of new knowledge, and the ordering of existing materials in a pan-Canadian perspective, focusing on the four areas identified earlier:*
 - the environment (physical, social and cultural)
 - the political system
 - the economic system
 - specific public issues of national scope which become important to the nation at a point in time, such as the Canadian North, energy, the constitution, or national unity.

2. *Organize and promote opportunities for teaching, research, study and learning about Canada, through activities suited to the varied ways in which individuals learn and through an imaginative system of learning rewards. Activities could range from the contracting of specialists to advising organizations and individuals on ways to deliver Canadian Studies learning to adults, to a new "People Talking Back" program.*

3. *Package, exchange and popularize information about Canada in stimulating fashion and disseminate information to Canadians regardless of their cultural, economic, social, educational and regional background; help individuals and organizations, including those in the private sector, to "market" Canada to Canadians (i.e. make maximum use of what already exists).*

It should be noted that within the context of the total program of the department in regard to Canadian Studies, greater emphasis will be given to the third objective than to the first.

Departmental Objective

One of the major objectives of the Department of the Secretary of State is the enhancement of "cultural diversity and national identity." The National Program of Support for Canadian Studies is a major component of the cultural diversity and national identity thrust of the department and is, therefore, also a direct reflection of the social development priority of the federal government, i.e. the enhancement of national identity and the sense of belonging to Canada.

elementary and secondary schools, the preparation of a history of Canadian nursing in the north, or a radio or TV quiz on Canadian scientists and their achievements.

The Canada Studies Foundation recognized many themes of interest for each of these four components. This classification is, therefore, intended as an instrument to provide some focus and is not intended to be restrictive.

In its broadest sense, Canadian Studies is the promotion of national awareness; an awareness that, for many, is still at an astonishingly low level for a country well into its second century as a federal entity.

Definition of Canadian Studies

Definitions of Canadian Studies vary. The Commission on Canadian Studies, looking principally at the role of the post-secondary institutions, defined such studies as "teaching or research in any field that promotes knowledge about Canada by dealing with aspects of Canada's culture, social conditions, physical setting or place in the world." The definition, as it relates to the National Program of Support for Canadian Studies, is based on the four components of Canadian Studies identified in *Teaching Canada for the 80s* by A. B. Hodgetts and Paul Gallagher of the Canada Studies Foundation. * Canadian Studies are teaching, research, development of materials, exchanges and other activities which promote knowledge of Canada in four areas:

- the environment (physical, social and cultural)
- the political system
- the economic system
- specific public issues of national scope which become important to Canada at a point in time, such as the Canadian North, energy, the constitution, or national unity.

This approach aims to diversify Canadian Studies activities and approaches to areas of knowledge which are of particular relevance and significance to Canadians at the present time. Within this definition, activities could include organization of a national student forum to discuss economic issues in Canada, the preparation by provincial teachers' associations of a phased expansion of Canadian Studies content through

Studies, it is because the field of Canadian Studies has gained a legitimacy for scholars, teachers and students alike, a legitimacy which did not exist in the early 1970s.

During the three-year pilot project, the Department of the Secretary of State was able to support three national voluntary organizations whose principal thrust has been the support of activities which promote and further knowledge about Canada. These organizations, which work at the elementary and secondary school level, at the university level and at the community college level respectively, are the Canada Studies Foundation, the Association for Canadian Studies and the Association of Canadian Community Colleges. The department recognizes fully the extent of the contribution made by each of these organizations to the field of Canadian Studies and will continue the fullest support possible to these organizations. The increased funding for the period 1981-84 will also enable the Department of the Secretary of State to assist other organizations or individuals seeking to strengthen the field of Canadian Studies and to coordinate more effectively its own activities related to the field.

*Hodgetts, A. B. and Gallagher, P. (1978), *Teaching Canada for the 80s*, Toronto: O.I.S.E. Press, 135 pages.

In July, 1981, the federal government approved a total expenditure of \$3.8 million, over a three-year period, for a National Program of Support for Canadian Studies. The significance of this decision on the part of the government is perhaps best summed up by the Secretary of State, the Hon. Gerald Regan, in his announcement to the press.

This amount represents a considerable increase over the previous funding which totalled \$1.6 million over the duration of the three-year pilot project approved in 1978, but I am convinced of the need for greater knowledge of ourselves, our history and our achievements, as well as for greater recognition of our potential as a nation. It is impossible to deal effectively with issues of our day and age unless our efforts are built on the strongest foundation of self-knowledge.

The new program will place particular emphasis on the continuing education stream as well as on the development of greater linkages between the two major linguistic groups. In addition, the new program encompasses increased coordination of the federal government's own activities in the area of Canadian Studies with a view to strengthening existing federal programs in this field.

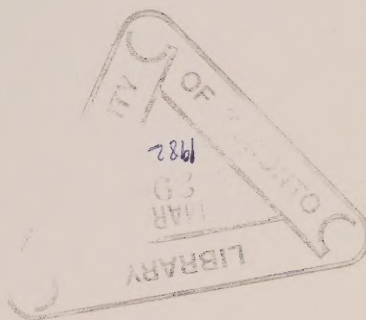
I am pleased by the progress that has been made in the promotion of Canadian Studies over the past several years, but much remains to be done. The doubts that existed in 1975 when Professor Thomas Symons released his comprehensive study *To Know Ourselves* have certainly not all disappeared but they have diminished considerably.* If 27 Canadian universities now offer full courses on Canadian

*Symons, T.H. P. (1975), *To Know Ourselves: The Report of the Commission on Canadian Studies*, Ottawa: Association of Universities and Colleges of Canada, Volumes I and II, 348 pages.

Contents

2	Introduction
3	Definition of Canadian Studies
4	Departmental Objective
5	Objectives of National Program of Support for Canadian Studies
6	Overall Strategy of Department of Secretary of State
7	Assessment of Proposals for Financial Assistance
8	Terms and Conditions of Contributions
9	Application Procedure

© Minister of Supply and Services Canada 1982
Cat. No. S 2-101/1981
ISBN 0-662-51795-4



**National Program
of Support for
Canadian Studies
Guide for 1981-84**

December, 1981

Government of Canada

National Program of Support for Canadian Studies Guide for 1981-84

Secretary of State
Secrétariat d'Etat



Canada

